



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/437
27 septembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Mobilisation de ressources destinées à l'exécution du programme d'action régional pour la phase II (1992-1996) de la Décennie des transports et des communications pour l'Asie et le Pacifique

Rapport du Secrétaire général

I. INTRODUCTION

A. Historique

1. Par sa résolution 39/227 du 18 décembre 1984, l'Assemblée générale a proclamé une Décennie des transports et des communications pour l'Asie et le Pacifique couvrant la période 1985-1994, en vue de :

a) Développer les installations d'infrastructure des transports et des communications des pays en développement de la région pour qu'elles soient à la mesure de leurs objectifs et priorités de développement, en accordant une attention particulière aux besoins spéciaux des pays en développement les moins avancés, sans littoral ou insulaires de la région;

b) Recenser systématiquement tous les problèmes de transports et de communications;

c) Promouvoir un réseau plus efficace intégrant tous les moyens de transports et de communications, en vue notamment d'assurer le développement de liaisons intrarégionales et interrégionales ainsi que l'entretien et la coordination des réseaux, la tarification des services et l'aménagement du territoire;

d) Favoriser la coordination des transports et des communications dans la région ainsi qu'une coopération efficace dans ce domaine.

2. Conformément aux décisions prises par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), chargée de l'exécution des programmes de la Décennie, un examen à mi-parcours de la Décennie a été conduit de la fin 1989 au

milieu de l'année 1990. Cet examen avait pour objectif d'évaluer l'impact des programmes exécutés dans la première phase quinquennale de la Décennie sur les plans et les politiques nationaux des pays de la région de l'Asie et du Pacifique, d'identifier les problèmes critiques se posant à court et à long terme dans le domaine des transports et des communications, et de déterminer des priorités pour la seconde phase quinquennale de la Décennie.

3. Suite à cet examen à mi-parcours et afin d'accroître l'impact de la Décennie, la Commission a décidé d'adopter une nouvelle stratégie pour la seconde phase quinquennale de la Décennie, qui comprend l'élaboration et l'exécution d'un nouveau programme d'action régional, en collaboration plus étroite avec les pays et organisations concernés. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 1991/75 du 26 juillet 1991, a fait sienne la stratégie et a instamment prié les organisations internationales appropriées, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de contribuer efficacement à l'élaboration et à l'exécution du programme d'action régional. Il a aussi invité tous les gouvernements, en particulier ceux des pays donateurs et des autres pays qui sont en mesure de le faire, à contribuer et à participer efficacement à la mise en oeuvre du programme d'action régional en vue d'atteindre les objectifs de la Décennie. Afin de permettre à toutes les parties concernées d'élaborer le programme d'action régional, l'Assemblée générale a décidé de modifier le calendrier de la seconde partie de la Décennie (phase II) afin qu'elle couvre la période 1992-1996.

4. Le programme d'action régional de la phase II de la Décennie, qui comprend 47 activités, a été élaboré grâce aux efforts conjoints de 11 organes : la CESAP, la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Union postale universelle (UPU), la Banque mondiale, la Télécommunauté de l'Asie et du Pacifique et le Secrétariat du Forum du Pacifique Sud. Ce programme a été approuvé par la Réunion des ministres responsables des transports et des communications, qui s'est tenue à Bangkok en juin 1992.

B. Mobilisation de ressources

5. La mise en oeuvre du programme d'action régional dépend de la mobilisation de ressources suffisantes auprès de donateurs. Les organismes concernés sont responsables, à titre individuel ou collectif, du financement de leurs activités dans le cadre du programme d'action régional.

6. Lors de l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du programme d'action régional, la CESAP, à sa quarante-neuvième session tenue à Bangkok en avril 1993, a exprimé ses préoccupations quant à l'insuffisance des contributions extrabudgétaires mises à disposition par les donateurs. Notant que, dans un souci d'efficacité, les activités du programme d'action régional avaient été limitées au minimum, et qu'une estimation finale de la Décennie était indispensable afin d'évaluer son impact, la CESAP a appelé l'attention du Conseil économique et social sur la nécessité d'encourager les donateurs à s'impliquer de manière active dans l'exécution du programme d'action régional.

Le Conseil a porté la question à l'attention de l'Assemblée générale qui a adopté la résolution 48/177 du 21 décembre 1993.

7. Par cette résolution, l'Assemblée générale a prié le Conseil d'administration du PNUD de maintenir à l'étude le montant des fonds à affecter à l'exécution du programme d'action régional, afin d'accroître l'impact de la phase II (1992-1996) de la Décennie. Elle a également prié les donateurs bilatéraux de prendre note de la décision 46/453 de l'Assemblée générale pour faire en sorte que le programme approuvé par la Réunion des ministres responsables des transports et des communications soit mis en oeuvre efficacement. Elle a invité tous les gouvernements en mesure de le faire à contribuer à l'exécution du programme approuvé par la Réunion des ministres et, enfin, a prié le Secrétaire général de lui rendre compte à sa quarante-neuvième session de l'application de la résolution. Le présent rapport est présenté en réponse à cette demande.

II. VUE D'ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS

8. Le programme d'action régional est entièrement financé par des contributions volontaires. On peut donc considérer le montant des ressources mobilisées pour l'exécution de ce programme comme un critère de succès de la Décennie. À ce jour, les contributions effectives ou annoncées, destinées à l'exécution de 34 des 47 activités du programme d'action régional, s'élèvent à environ 30 millions de dollars. Ce montant ne comprend que les contributions versées ou annoncées en espèces et ne tient donc pas compte des contributions versées ou annoncées en nature, telles que la fourniture de services d'experts et de matériel à fonds perdus. Alors que 72 % des activités du programme d'action régional sont en cours d'exécution, il est important de noter que, dans la plupart des cas, les contributions effectives ou annoncées sont insuffisantes pour en assurer la mise en oeuvre complète.

9. Le tableau 1 présente les contributions/annonces de contributions depuis 1992, ventilées par source.

III. CONTRIBUTIONS VERSÉES OU ANNONCÉES VENTILÉES PAR SOURCE

A. Programme des Nations Unies pour le développement

10. À ce jour, le PNUD est le principal contribuant à l'exécution du programme d'action régional. Vingt et un millions neuf cent mille dollars ont été affectés au titre de programmes devant être mis en oeuvre et de projets en cours d'exécution, présentés au tableau 2.

Tableau 1

Mobilisation de ressources destinées à l'exécution du programme d'action régional pour la phase II (1992-1996) de la Décennie : contributions/annonces de contributions depuis 1992, ventilées par source

Donateurs	Montant (Dollars des États-Unis)	Pourcentage
<u>Organisme donateur</u>		
PNUD	21 902 626	73
<u>Donateurs bilatéraux</u>		
Allemagne	845 089	
Australie	219 100	
Canada	189 742	
France	74 578	
Japon	646 565	
Pays-Bas	1 259 837	
République de Corée	100 000	
Total partiel	3 334 911	11
<u>Secteur commercial</u>		
Japon	4 750 000	16
Total	29 987 537	100

Tableau 2

Contributions du PNUD à l'exécution du programme d'action régional pour la phase II (1992-1996) de la Décennie

(Août 1994)

Programme/projet	Montant (Dollars des États-Unis)	Durée
Programme de réformes économiques par le biais de l'amélioration des services de transport et de communication (RAS/92/038)	12 000 000	1993-1997
Programme sous-régional par l'ancienne Indochine (aviation civile) (RAS/93/101)	1 325 315	1993-1995
Réseau régional de contrôle et de réglementation des émissions des véhicules	557 311	1992-1994
Programme régional pour la prévention et la gestion de la pollution marine dans les mers d'Asie orientale (RAS/92/G/34)	8 000 000	1994-1998
Total	21 902 626	

11. En outre, en mars-avril 1994, le PNUD a dépêché dans la région une mission de mobilisation de ressources chargés de faire appel à d'autres donateurs pour cofinancer son programme régional RAS/92/038. On connaîtra les résultats de cette mission en temps voulu. Il faut également noter qu'un examen à mi-parcours des projets et programmes du cinquième cycle réunissant les coordonnateurs de l'assistance est prévu pour mars 1995. Cette réunion aura pour objet l'examen et l'évaluation de l'exécution des programmes et projets du PNUD susmentionnés. Le rapport qui en résultera sera étudié par le Comité d'examen des programmes du PNUD.

B. Donateurs bilatéraux

12. Comme le montre le tableau 1, les contributions de l'Allemagne, l'Australie, le Canada, la France, le Japon, les Pays-Bas et la République de Corée s'élèvent à 3,3 millions de dollars. Les ressources bilatérales sont majoritairement affectées aux activités exécutées par la CESAP dans le cadre du programme d'action régional, dont une réalisée conjointement avec l'OMI. Il convient également de noter que l'Allemagne, la France, le Japon et la République de Corée fournissent gracieusement des services d'experts à la CESAP au titre de leur soutien à la Décennie.

C. Secteur commercial

13. Dans le secteur commercial, le Japon a versé 4,75 millions de dollars pendant la période 1993-1994 pour l'exécution d'une activité de l'UPU.

IV. CONCLUSIONS

14. Il est clair que les ressources mobilisées à ce jour restent insuffisantes. Treize des 47 activités du programme d'action régional n'ont pas trouvé de financement. Comme indiqué plus haut, les ressources affectées à l'exécution de la plupart des activités sont insuffisantes pour en assurer pleinement la mise en oeuvre. Compte tenu de la diminution des ressources disponibles du PNUD, les agents d'exécution du programme d'action régional ont poursuivi leurs efforts, tant individuels que collectifs, pour trouver de nouveaux donateurs. On ne saurait que souligner une fois de plus qu'il est essentiel que les donateurs actuels accentuent leurs efforts et que d'autres se joignent à eux pour financer l'exécution efficace du programme d'action régional.
